



**Auteur** Damien Raboud, UDC, Swen Luyet, PLR/FDP et Alain Léger, Le Centre  
**Objet** DQSH : pas avec de l'argent public.  
**Date** 15/06/2023  
**Numéro** 2023.06.226

Il va sans dire que le phénomène des Drag Queen Stories Hour fait depuis quelques mois grandement réagir dans la population occidentale, suisse et valaisanne.

Comme toujours avant d'agir politiquement et de prendre une décision, il est important de bien comprendre à quoi nous avons affaire.

Tout d'abord et pour rappel, qu'est-ce qu'une drag queen : selon le dictionnaire et très sommairement, il s'agit d'un « Travesti masculin très maquillé et vêtu de manière voyante ou extravagante. ». Si nous explicitons un peu plus clairement de quoi il s'agit (Wikipédia) : « Une drag queen est une personne qui construit une identité féminine volontairement basée sur des archétypes de féminité et de rôles de genre de façon temporaire. Le monde des drag queens est généralement associé à l'homosexualité masculine, mais les drag queens peuvent être de toute identité de genre ou orientation sexuelle.

Une drag queen se travestit pour exprimer son identité et/ou dans le cadre du spectacle vivant, incluant souvent du chant, de la danse ou du lip-sync. Elle se représente généralement lors d'événements comme les Marches des fiertés ou les concours de beauté, ou dans des endroits comme les cabarets ou les boîtes de nuit. »

C'est en 2015, dans ce qui est la Mecque du wokisme, San Francisco, que Michelle Tea, militante et auteure queer et intersectionnelle (sic), que les DQSH ont vu le jour. Michelle Tea, je cite ; « a eu l'idée après avoir assisté à des événements de bibliothèque pour enfants avec son très jeune fils et les avoir trouvés accueillants mais hétéronormatifs, elle a imaginé un événement plus inclusif et affirmant les familles LGBTQ. Le premier événement a eu lieu à la bibliothèque de la succursale Eureka Valley / Harvey Milk Memorial dans Le quartier LGBT Castro de San Francisco où des drag queens en vedette ont été bien accueillies. (sic) »

Depuis, ces lectures, que ce soit dans des bibliothèques, médiathèques ou écoles ont essaimé dans un certain nombre de pays occidentaux jusqu'à arriver fièrement chez nous en 2023. Ce phénomène ne se fait bien sûr pas sans résistance et les scandales en tout genre sont déjà nombreux, il suffit pour ça de prendre un peu de temps sur la toile pour s'en rendre compte.

À quel moment a-t-on trouvé bon de sortir les drag queens du monde des adultes, de la nuit, des strass et des paillettes pour les amener dans le monde des enfants, de l'innocence, de l'insouciance et de la construction de ses identités propres ? Vous avez la réponse dans la genèse de ce phénomène américain dans les lignes qui précèdent et nous n'allons pas ici parler des arguments moraux ou véritablement de fond sur la psychologie de l'enfant ou autre.

Dans notre société libérale, il faut admettre qu'un certain nombre de parents trouvent formidable de mélanger leurs enfants à des drag queens en imaginant qu'il faille passer par là pour aborder et inculquer les notions de respect et de tolérance de tous et de chacun.

Néanmoins, le respect de la majorité qui n'y voit pas un progrès sociétal fondamental ainsi que le respect des deniers publics nous forcent à devoir réagir. Les première DQSH valaisannes à la médiathèque de Martigny ont déjà coûté des milliers de francs au contribuable martignerain, valaisan et suisse. Tout d'abord via Bibliomedia, « fondation de droit public active dans la promotion de la lecture et au développement des bibliothèques », qui

elle chapeaute et propose aux bibliothèques et médiathèques ces DQSH. Elle nous informe que le montant à déboursier pour une heure de lecture se monte à 500 chf/heure + déplacement. Ajoutez à cela les frais d'organisation, de promotion, la présence de ces lectures sur l'agenda culturel valaisan notamment ou encore la présence importante de forces policières afin d'intervenir en cas de débordements (même si ceux-ci n'ont bien sûr pas eu lieu), et vous vous retrouverez avec une addition salée 100% constituée d'argent public.

### **Conclusion**

Par ce postulat, nous demandons que le Conseil d'Etat interdise purement et simplement l'utilisation d'argent public à des fins d'organisation de Drag Queen Story Hour dans les lieux publics du Canton. Pour rappel, ce postulat ne vise pas le cadre privé.